

## Politique | Gironde : La participation citoyenne "grande cause départementale" en 2022



**Mercredi 5 janvier, Jean-Luc Gleyze a ouvert le traditionnel bal des vœux à la presse depuis Bordeaux. Au menu de l'intervention du président du Département de la Gironde, un point, incontournable, sur la situation épidémique et sa prise en charge par les services du Département, un retour sur les grandes lignes de la feuille de route départementale pour la nouvelle mandature, et enfin, l'annonce d'une nouveauté dans les initiatives politiques de la collectivité. A compter de cette année, est en effet impulsée la création d'une « grande cause départementale annuelle ». Pour 2022, l'effort sera porté sur la démocratie participative.**

Difficile, ces temps-ci, de ne pas évoquer le contexte épidémique. Et bien sûr Jean-Luc Gleyze ne s'y est pas soustrait, d'autant rappelle-t-il, que « le Département a été mobilisé ces derniers mois et années sur le plan sanitaire, et nous allons évidemment le rester ». Dans ce cadre, la collectivité et ses agents, dont le Président Gleyze a tenu à souligner « l'engagement absolument remarquable », continueront « à faire œuvre de pédagogie auprès de ceux qui auraient encore besoin d'être convaincu et à aller chercher ceux qui sont les plus éloignés de la vaccination, les plus fragiles, les invisibles qui forment beaucoup des non vaccinés », assure-t-il.

Au bilan comptable de la Maison départementale de la Promotion de la Santé, du Vaccibus, des opérations menées dans les résidences service et les résidences autonomie, ou bien encore en partenariat avec des associations de solidarité, ce sont « 35 000 vaccins qui ont été réalisés depuis le début de la campagne vaccinale », précise Jean-Luc Gleyze.

### Une mutuelle solidaire départementale

Dans un deuxième temps de son intervention, le président a insisté sur la vocation du Département « à innover tout en restant en phase avec les attentes des girondins ». Un engagement développé à travers le rappel des grandes lignes de [la nouvelle feuille de route départementale présentée en décembre dernier](#). Une feuille de route axée autour de 4 qualificatifs : pour une Gironde « solidaire », « équitable », « responsable » et « citoyenne ».

Parmi les grands chantiers innovants lancés dès cette année, figure l'ambition de mettre en œuvre à compter de

2023, « une mutuelle solidaire départementale ». Objectif : « permettre le remboursement des soins pour les personnes qui pourraient en avoir le plus besoin, en garantissant des conditions de couverture complémentaire qui soient extrêmement satisfaisantes pour un coût réduit ». Un travail de repérage des offres et stratégies existantes est en cours en interne afin d'identifier les meilleures options possibles. Côté calendrier, l'ambition est de présenter le projet à l'assemblée lors du vote du budget 2023. De manière opérationnelle, la mutuelle passera par une alliance avec un partenaire mutualiste, précise Jean-Luc Gleyze.

## Une sécurité sociale alimentaire

Autre résolution pour l'année 2022 : « fertiliser le [projet Nodris](#), à la fois culturel, agricole voire de solidarité ». Comprendre ici, le déploiement de fermes départementales pour répondre au mieux « au besoin d'agriculture de proximité et de circuits courts, notamment sur la restauration collective », dont celles des collèges, sous la responsabilité du Département.

Sur l'alimentation encore, autre innovation sociale est annoncée dans le cadre de la nouvelle feuille de route de la collectivité : « une sécurité sociale de l'alimentation afin de répondre au droit fondamental de l'alimentation et de l'alimentation de qualité ». Sans chercher à concurrencer les acteurs tels que la Banque alimentaire, dont l'indispensable collecte passe principalement par les grandes surfaces, l'idée ici est de « pouvoir répondre à un besoin en produits frais et de qualité qui ne sont pas forcément disponibles » par les canaux habituels. Concrètement cette sécurité sociale alimentaire devrait prendre la forme de chèques « produits frais » ou « alimentation de qualité » proposés à un public ciblé (étudiants, retraités précaires, personnes en grande difficulté) et en lien avec les circuits courts et les productions locales, dessine-t-il.

Au nombre des autres grands sujets de la mandature, pris en main dès 2022, il liste la refonte du schéma autonomie et la réflexion autour des personnes âgées, la poursuite du plan Haut Méga, qui tient son objectif de finalisation à 2025, un projet de Maison de la culture dans un quartier urbain, ou encore la poursuite du Plan Collèges...

## "Tirer les leçons" des abstentions record

Enfin, parmi les nouveautés 2022 et au chapitre de la « Gironde citoyenne », une grande cause départementale va désormais être définie chaque année a annoncé Jean-Luc Gleyze. « Des causes qui nous tiennent à cœur et que nous souhaitons porter fortement au niveau du département ». Concrètement cette mise en valeur se traduira « par des actions spécifiques qui dureront dans le temps mais aussi par plus de visibilité pour sensibiliser les citoyens sur certains sujets », précise-t-il. Pour 2022, le choix du président s'est ainsi porté sur la cause de la « participation citoyenne ».

Une manière de « tirer les leçons » des abstentions record des dernières élections municipales, départementales et régionales tout en prenant en compte l'année électorale forte qui démarre avec, en vue, les élections présidentielles et législatives. « Il s'agit de répondre à la demande démocratique des citoyens et surtout de faire face à une forme de défiance à l'égard des élus et des institutions ».

Une participation citoyenne « allant de l'information jusqu'à la codécision en passant par la consultation, la concertation, ou l'accès à des logiques budgétaires », liste Jean-Luc Gleyze tout en rappelant un certain nombre de processus de démocratie participative déjà mis en œuvre par la collectivité départementale pour « ajuster au mieux les politiques publiques du Département » : le budget participatif, le Conseil départemental des jeunes et le Conseil départemental des jeunes issus de la protection de l'enfance, premier du genre au niveau national, Gironde inclusive autour des questions liées au handicap, le panel citoyen habitat, des ateliers d'usagers... « Ce ne sont pas des gadgets mais bien des outils au service de la définition des politiques publiques », insiste-t-il.

## Vers un plan d'action de la participation citoyenne

Parmi les grands chantiers évoqués pour l'année à venir, la participation citoyenne aura donc sa place sur l'action Autonomie et personnes âgées, sur l'offre concernant la mutuelle solidaire, le déploiement de conseils locaux de citoyens au niveau de chaque canton ou encore, sur une réflexion autour de l'évolution du budget participatif.

Avec le double enjeu de « réinterroger les pratiques et de favoriser les habitudes de participation, plusieurs rendez-vous sont déjà donnés autour de cette grande cause. A commencer, en mars, par les Assises départementales de la participation citoyenne, suivies d'une rencontre avec les membres du [panel citoyen](#) qui avaient travaillé sur la [question du territoire résilient](#), d'une restitution des Assises permettant la consolidation d'un plan départemental de la participation citoyenne, avant en fin d'année, la présentation, à l'occasion des orientations budgétaires, d'un plan d'action sur ce thème « à décliner sur tout le reste de la mandature », appuie Jean-Luc Gleyze, qui a confié la charge de cette grande cause et sa mise en œuvre à Céline Goeury, conseillère départementale déléguée à la citoyenneté et à la laïcité, et benjamine de l'assemblée.



Solène Méric

*Crédit Photo : Capture d'écran*

*Publié sur [aqui.fr](#) le 06/01/2022*

*[Url de cet article](#)*